

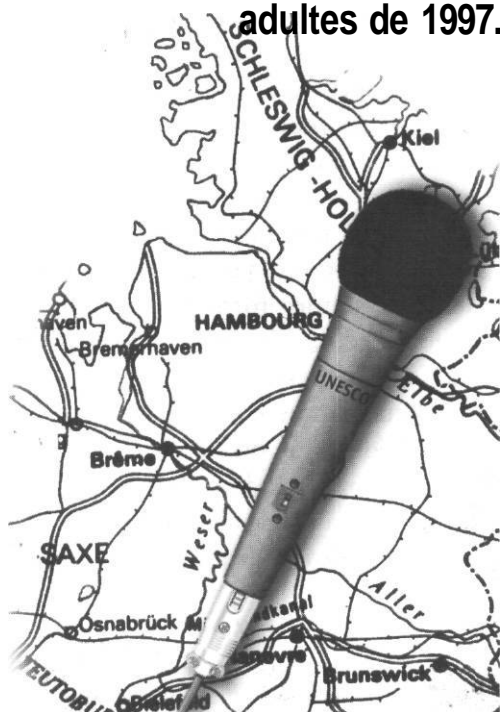


# Conférence

## *de Hambourg : revoir nos pratiques*

Jean-François Aubin,  
Économie communautaire  
de Francheville (ECOF)

**Promouvoir une culture de l'apprentissage, consacrer « une heure par jour pour apprendre », introduire l'éducation en milieu de travail, organiser des réseaux d'apprentissage afin d'instaurer la société éducative : il ne s'agit pas des élucubrations de doux rêveurs, mais des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'éducation des adultes de 1997.**



**L**e 11 juin dernier, le gouvernement du Québec rendait public le document *Vers une politique de la formation continue*. Ce projet de politique, dans lequel il est question de l'éducation et de l'alphabétisation populaire, sera soumis à une consultation publique cet automne. Nous ne pouvons que souhaiter que tous les participants et participantes à cette consultation s'inspirent, pour leurs interventions, du contenu de la Cinquième conférence internationale sur l'éducation des adultes tenue à Hambourg en juillet 1997. Mme Marois, ministre de l'Éducation, était au nombre des 1 507 participants et participantes provenant de 135 pays qui ont pris le temps de réfléchir à l'avenir de l'éducation des adultes. Nous pouvons retrouver l'essentiel des délibérations de ces personnes dans deux documents, soit la *Déclaration de Hambourg* et *l'Agenda pour l'avenir*. Il faut souligner également que les travaux de la Conférence de Hambourg ont été fortement colorés par les réflexions de la Commission Delors (*L'éducation : un trésor est caché dedans*, UNESCO, 1996).

Contrairement à ce que l'on est habitué de voir ces dernières années, la *Déclaration de Hambourg* aborde l'éducation dans une perspective humaniste. On retrouve l'être humain au cœur de l'éducation des adultes et non l'économie. La *Déclaration de Hambourg* précise que l'objectif ultime de l'éducation devrait viser à « créer une société éducative attachée à la justice sociale et au bien-être en général.

L'ensemble de la *Déclaration* s'appuie sur ces quatre principes de base :

- un développement axé sur l'être humain ;
- l'établissement d'une société à caractère participatif ;
- l'importance des droits humains ;
- un développement qui doit être durable et équitable.

### **Est-ce que l'on parle des mêmes choses ?**

Pour bien savoir de quoi nous parlons, il est important de s'entendre sur les mêmes définitions. La Conférence de Hambourg a pris la peine de reprendre quelques définitions majeures. Elle définit l'éducation des adultes de la façon suivante :

*« L'ensemble des processus d'apprentissage, formels ou autres, grâce auxquels les individus considérés comme adultes dans la société à laquelle ils appartiennent développent leurs aptitudes, enrichissent leurs connaissances et améliorent leurs qualifications techniques ou professionnelles. »*

Une des précisions importantes de cette définition, c'est qu'elle englobe autant les processus formels (souvent scolaires) et les autres (l'ensemble des autres lieux d'éducation comprenant l'éducation et l'alphabétisation populaires autonomes).

Selon la *Déclaration de Hambourg* l'éducation des adultes devrait permettre d'atteindre quatre objectifs :

1. développer l'autonomie et le sens des responsabilités des individus et des communautés ;
2. permettre de mieux faire face aux transformations qui affectent notre société ;
3. promouvoir la coexistence et la tolérance ;
4. promouvoir une participation éclairée et créative des citoyens et des citoyennes à la collectivité.

Il est intéressant de se demander si nos pratiques d'alphabétisation populaire permettent d'atteindre ces objectifs.

### **Et l'alphabétisation dans tout cela ?**

La *Déclaration de Hambourg* retient une définition large d'alphabétisation. Elle utilise d'ailleurs beaucoup plus le terme « éducation de base ». La *Déclaration* se réfère à une définition issue d'une

conférence précédente sur l'éducation de base (Jomtien, 1990) :

*« Ces besoins concernent aussi bien les outils d'apprentissage essentiels (lecture, écriture, expression orale, calcul, résolution de problèmes) que les contenus éducatifs fondamentaux (connaissance, aptitudes, valeurs, attitudes) dont l'être humain a besoin pour survivre, pour développer ses facultés, pour vivre et travailler dans la dignité, pour participer pleinement au développement, pour améliorer la qualité de son existence, pour prendre des décisions éclairées et pour continuer à apprendre. »*

Plusieurs publications récentes insistent sur l'importance de parler moins d'alphabétisation et plus d'éducation de base ou de formation de base (voir « *Alpha 97* »). Au-delà du débat de mots, il y a un débat de conceptions, qui, quant à elles, déterminent des pratiques différentes. N'est-il pas vrai que parfois, dans nos pratiques, nous travaillons plus avec une notion restreinte de « l'alphabétisation » par rapport à une dimension plus ouverte de formation de base ? En alphabétisation populaire, la lecture et l'écriture ne sont pas une fin en soi, mais des moyens pour arriver à une émancipation. Au nom de cette logique, ne devrions-nous pas nous préoccuper de rendre les individus habiles à résoudre des problèmes autant sur un plan individuel que collectif ? Ou encore d'avoir une base minimale en informatique, puisque c'est devenu un apprentissage de base dans notre société ?

### **Une société éducative...**

Une des pièces maîtresses autour de laquelle s'articulent les propositions de la Conférence de Hambourg, c'est de développer une société éducative. La *Déclaration* affirme qu'il faut développer une nouvelle conception qui « appelle une véritable organisation en réseaux au sein des systèmes formels et non formels et où elle exige de l'innovation et davantage de créativité et de flexibilité. »

À l'heure actuelle, il existe bien plusieurs réseaux d'éducation des adultes mais les liens, les passerelles entre ces divers réseaux, sont faibles, voire inexistantes. La condition première pour favoriser la création de tels liens serait probable-

ment la reconnaissance et le soutien financier à ces différents réseaux. Jusqu'où l'établissement de passerelles peut-il progresser sans cette reconnaissance et ce financement ? Ce n'est pas impossible, mais ce n'est pas facile.

La société éducative implique également des pratiques où l'adulte est à tour de rôle enseignant et enseigné (cela rappelle peut-être quelques souvenirs à ceux et à celles qui ont lu avec passion « *Une société sans école* » de Ivan Illitch, écrit au tournant des années 70).

Quelle place donnons-nous à la culture et au savoir des apprenants et apprenantes en alphabétisation ?

Une société éducative, c'est une société où l'on offre une très large diversification de parcours pour pouvoir répondre aux différents besoins. Nous n'apprenons pas tous et toutes de la même manière, au même rythme, dans les mêmes lieux, etc.

À ce titre, il faudra reconnaître de plus en plus le rôle crucial des organismes d'éducation et d'alphabétisation populaires en plus de valoriser les autres moyens d'éducation, telles la formation à distance, les émissions de télévision éducatives, les bibliothèques, les institutions culturelles, etc.

Une société éducative, c'est également une société où on retrouve une notion d'alphabétisme qui fait référence aux attitudes, aux perceptions ainsi qu'aux pratiques de lecture et d'écriture. Apprendre à lire et à écrire est une chose, mais conserver ces apprentissages en est une autre.

C'est aussi de reconnaître ces différents apprentissages par des formes simples de reconnaissance des acquis et de certification des apprentissages. La *Déclaration de Hambourg* prône une culture de l'apprentissage et propose même de joindre le mouvement « une heure par jour pour apprendre ». Elle demande aux Nations Unies d'instaurer une semaine pour l'éducation des adultes.

### **Éducation, économie et travail**

Un des réseaux d'éducation possibles, mais encore très peu utilisé, est celui du travail. Cela demande une modification en profondeur de notre vision du monde du travail, mais pourquoi cela ne serait-il pas des lieux d'éducation ? Par

exemple, en Mauricie, des entreprises d'économie sociale expérimentent une formule où, chaque semaine, les employé-e-s se donnent une heure d'éducation populaire pour échanger et se former sur différents sujets d'actualité. Cela permet d'élargir un peu le cadre de la formation en entreprise qui actuellement est, plus souvent qu'autrement, une formation professionnelle pour des besoins à très court terme.

Dans nos pratiques éducatives, il faut également tenir compte, tout en y réfléchissant, du fait que le marché du travail se transforme. Le salariat perd sans cesse du terrain au profit du statut de travailleur autonome ou indépendant pour le meilleur et pour le pire. Comment tenons-nous compte de cette mutation ?

Selon « *l'Agenda pour l'avenir* » préparé lors de la Conférence de Hambourg, il faut aussi intégrer à l'éducation des adultes une analyse critique par rapport au monde économique et à son fonctionnement.

### **Priorité à l'éducation de base**

Un des dangers de se donner un plan d'action ambitieux, c'est de tout considérer comme étant d'égale importance et de tout faire, mais peu. La *Déclaration de Hambourg* évite le piège et lance un message clair : l'éducation de base est une priorité. Elle clame que :

« *L'alphabétisation, conçue dans une acceptation large comme l'acquisition des connaissances et compétences de base dont chacun a besoin dans un monde en rapide évolution, est un droit fondamental de la personne humaine.* »

La Conférence a proposé également de « resserrer les liens avec d'autres domaines tels la santé, la justice, l'aménagement urbain et rural ». Autrement dit, nous devons continuer à mettre à jour notre analyse de la société, pour pouvoir lier nos pratiques d'éducation aux vécus des personnes avec lesquelles nous travaillons. Si ce n'est pas fait, qu'attendons-nous pour réaliser par exemple des ateliers d'alphabétisation sur le virage ambulatoire ?

D'ailleurs *l'Agenda pour l'avenir* va plus loin et propose « d'associer les apprenants à la conception des programmes ». Les stratégies d'apprentissage doivent être axées sur

l'apprenant et sur l'apprenante : on doit utiliser leurs connaissances.

La *Déclaration* suggère également que l'année 1998 soit le début d'une décennie de l'alphabétisation en l'honneur de Paulo Freire, pédagogue brésilien mort en 1997, qui a inspiré l'ensemble des pratiques d'éducation populaire. À ce propos, en décembre dernier, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution sur l'éducation pour tous, réaffirmant l'importance de l'alphabétisation en tant que droit fondamental et élément de progrès social. La résolution invite également les Nations Unies et l'UNESCO à consulter les pays sur l'idée de lancer une décennie consacrée à l'élimination de l'analphabétisme.

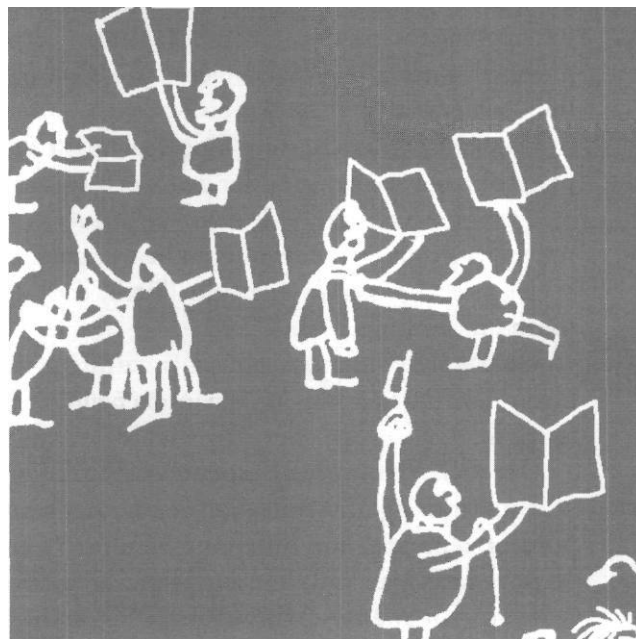
### Le rôle du politique

La Conférence lance un message précis à nos gouvernements en affirmant que :

*« L'État demeure le rouage essentiel pour garantir le droit à l'éducation pour tous et définir les grandes lignes de la politique éducative. Il doit permettre aux individus d'exprimer leurs besoins et leurs aspirations en matière de formation et d'accès à l'éducation toute leur vie. »*

Cet énoncé confronte directement le courant de pensée néolibérale qui veut que l'Etat se désengage le plus possible et laisse faire les forces du marché. D'ailleurs la Conférence demande aux gouvernements de réinvestir en éducation des adultes, c'est une urgence. Notre gouvernement fera-t-il la sourde oreille à toutes ces interpellations ? Et nous, sommes-nous capables de nous évaluer et de remettre en question nos pratiques ? Quelles seront nos nouvelles pratiques d'alphabétisation populaire pour répondre aux réalités d'aujourd'hui et non à celles d'hier ?

Ce texte est librement et largement inspiré d'un document produit par le CDEACF : *Où s'en va l'éducation des adultes?*, avril 1998.



Le Comité national canadien de l'Organisation Mondiale pour l'Éducation Préscolaire (OMEP) nous conviait, cet été, à assister au séminaire international qui avait pour thème *Le livre et l'enfant*. Plus de 30 pays y étaient représentés afin de faire connaître les projets, les recherches et les expériences en lien avec le sujet qui nous réunissait. L'École de la vie de Longueuil, groupe d'alphabétisation populaire qui intervient pour prévenir l'analphabétisme en soutenant les parents d'enfants de moins de douze ans, a répondu à cette invitation avec un vif intérêt.

Nous avons donc assisté à une grande variété de conférences. Ainsi, la prévention de l'analphabétisme arborait parfois des facettes fort originales. Que ce soit des projets de création sur ordinateur ou une expérience de « conte sur roues », en passant par l'utilisation de la métaphore comme moyen de communication ou par un programme d'accessibilité au livre pour les enfants qui vont visiter un parent en prison, bref, les moyens pour donner le goût de la lecture sont variés. Voici donc un résumé des conférences qui ont retenu notre attention.